

Politique de Digitalisation et Attractivité Des Investissements Directs Étrangers au Maroc : Revue narrative de la littérature

Digitalization Policy and Attractiveness of Foreign Direct Investments in Morocco : A Narrative Literature Review

Hanae OUBAHA ¹
Boubker NEJJAR ²

Résumé :

Nous avons opté de rédiger notre article sous forme de revue de littérature pour exposer les principaux problèmes d'attraction des IDE à l'heure de la transformation digitale des entreprises. Il part de l'identification de la nature changeante des modèles de production internationale et de la modification des profils des multinationales à l'ère de l'évolution de l'industrie 4.0 pour discuter de l'implication de celle-ci sur la conception et la mise en œuvre de la politique d'attractivité des IDE. Cette contribution propose les piliers nécessaires pour la réussite d'une telle politique visant à attirer les IDE et décrit les défis qui y sont liés. Nous focalisons notre intérêt sur le cas du Maroc et nous soutenons que les décideurs politiques devraient adopter une politique digitale concentrée sur la création d'un climat des affaires propice, notamment, et nous proposons de mener une politique basée sur cinq piliers, que nous appelons les piliers SMART afin d'exploiter les avantages apportés par les IDE.

Mots-clés : Politiques de digitalisation, politiques publiques, Investissements Directs Étrangers(IDE), investissement.

¹ Hanae OUBAHA est Doctorante à l'Université Mohammed V de Rabat- FSJES SOUISSI. Laboratoire de recherche en compétitivité économique et performance managériale (LARCEPEM). Rabat, Maroc -Hanae.oubaha@gmail.com

² Boubker NEJJAR est Enseignant-chercheur à l'Université Mohammed V de Rabat- E.S.T de Salé. Laboratoire de recherche en compétitivité économique et performance managériale (LARCEPEM) Rabat, Maroc -Nejjar.boubker@gmail.com

Abstract

We opted to write our paper in the form of a literature review to outline the main issues of FDI attraction in the era of digital business transformation. It starts from the identification of the changing nature of international production models and the changing profiles of multinationals in the era of Industry 4.0 evolution to discuss the implication of this on the design and implementation of FDI attractiveness policy. This contribution proposes the necessary pillars for the success of such a policy to attract FDI and describes the related challenges. We focus on the case of Morocco and argue that policy-makers should adopt a digital policy focused on creating a favorable business climate, in particular, and propose a policy based on five pillars, which we call the SMART pillars, to exploit the benefits of FDI.

Keywords : Digitalization policies, public policies, Foreign Direct Investments (FDI), investment.

I. INTRODUCTION

L'année 2020, restera dans la mémoire de nous tous, l'année qui a vu l'arrivée d'un virus meurtrier. Le coronavirus (COVID-19) apparut pour la première fois à Wuhan en Chine, qui s'est rapidement propagé sur plusieurs pays. En mars 2020, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a officiellement déclaré la pandémie et un état d'urgence sanitaire mondiale. Afin de ralentir la propagation du virus, plusieurs pays ont mis en place des restrictions qui consistent à assurer la distanciation sociale ainsi que l'application de strictes mesures de confinement et en parallèle, ont mené d'autres mesures pour soutenir les entreprises. Par conséquent, ces restrictions ont provoqué la fragilisation de l'économie mondiale et la récession dans les quatre coins du monde (FASLY H. & Wakach S., 2021).

Dans une série de rapports révélateurs (Daszak, 2012 ; Ford et al., 2009 ; Webster, 1997), des experts de tous les cadres professionnels ont prédit il y a longtemps qu'une pandémie mondiale mettrait à rude épreuve les composants de la chaîne d'approvisionnement mondiale, et affecterait ainsi les flux des capitaux entre les pays.

Il est largement admis que l'IDE (Investissement Direct Étranger) joue un rôle de catalyseur de la croissance (Borensztein et al., 1998 ; Bérthelemy et Demurger, 2000 ; Baldwin et al., 2005...). Plusieurs études montrent les impacts bénéfiques multiples sur les pays d'accueil des IDE, qui se concrétisent par : des flux de capitaux, le développement de l'investissement domestique, la création de l'emploi, l'amélioration de la balance de paiements, la participation à la création de la valeur ajoutée directe à travers la production des entreprises étrangères, et l'accroissement de la concurrence et compétitivité de l'économie nationale (Benyacoub B., 2021).

Cependant, la propagation rapide de la pandémie de COVID-19 a gravement affecté les flux mondiaux d'IDE. Le rapport 2021 de la CNUCED³ montre également que les flux mondiaux d'IDE sont en baisse de 49 % par rapport à 2019. Une analyse de l'évolution des entrées d'IDE par région de 2019 à 2020, comme le montre la figure 1, révèle que les pays développés ont connu la plus forte baisse des entrées d'IDE au cours de cette période.

³ La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement¹ (CNUCED) est un organe subsidiaire de l'Assemblée générale des Nations Unies créé en 1964, qui vise à intégrer les pays en développement dans l'économie mondiale de façon à favoriser leur essor. Organisme intergouvernemental permanent, le Maroc fait partie des 193 États membres de la CNUCED.

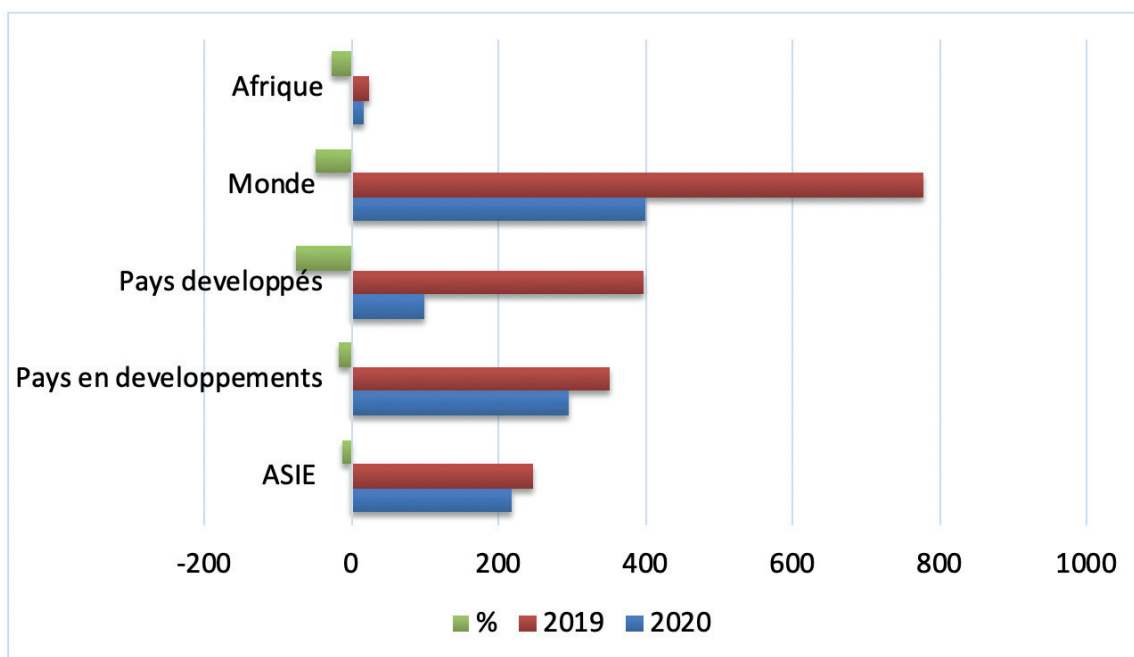


Figure 1 : Les IDE par régions entre 2019 et 2020 (en milliard de \$ américain et en %)

Selon une nouvelle étude de l'OCDE, la crise sanitaire a entraîné de graves répercussions sur l'économie mondiale, ce qui a mis en évidence la nécessité d'aller plus loin dans la transition numérique et l'utilisation des technologies en vue de promouvoir le travail à distance (Dingel&Neiman, 2020). Afin d'éviter que le monde fait face aux risques d'une grave double crise sanitaire et économique, les initiatives d'e-gouvernement deviennent encore plus urgentes et critiques que jamais, en particulier avec un nombre croissant d'entreprises et de citoyens travaillant en ligne.

Dans cet article, nous partons de l'identification de la nature changeante des modèles de production internationale et de la modification des profils des multinationales en raison de la transformation numérique pour discuter de l'implication de celle-ci sur la conception et la mise en œuvre des politiques d'attractivité des IDE. Nous proposons, ainsi, les facteurs clés nécessaires sur lesquels repose la réussite d'une telle politique, visant à attirer les IDE notamment numériques, et décrit les défis qui y sont liés. Nous nous appuyons, essentiellement, sur le cas du Maroc et nous soutenons que les décideurs politiques devraient adopter une approche concentrée sur la création d'un environnement commercial favorable, notamment en menant une politique de digitalisation adéquate afin d'exploiter les avantages des clusters.

Nous allons définir dans un premier lieu les concepts clés de notre recherche, à savoir la politique de digitalisation ainsi que l'Investissement Direct

Étranger et de réaliser la revue de la littérature de l'impact des politiques de digitalisations sur l'attractivité des IDE. Ensuite, dans un second lieu, nous présenterons un état des lieux des stratégies et politiques digitales au Maroc et leurs impacts sur le climat des affaires, en se référant à des indicateurs internationaux, ainsi que la proposition des cinq piliers « SMART » que nous estimons essentiels pour la réussite d'une politique de digitalisation et en apportant des outils pour évaluer ces politiques tout en mettant la lumière sur les facteurs clés qui peuvent contribuer à améliorer ou à baisser l'attractivité des IDE.

II. REVUE DE LA LITTÉRATURE

Avant de nous pencher sur la question de l'impact des politiques de digitalisation sur l'attractivité des IDE, il nous paraît opportun d'essayer de situer ce que nous entendons par politique de digitalisation et ses opportunités et par IDE, à travers quelques définitions qui ont été largement discutées dans la littérature.

1 - Politique de digitalisation : Définitions et leviers d'actions

A. Quelques définitions

La première définition à laquelle nous nous référons est celle proposée par Dempsy(2003). Selon cet auteur, la politique de digitalisation ou l'E-government strategy est l'ensemble des stratégies gouvernementales qui incite à l'usage des TIC pour rendre les services publics plus accessibles aux citoyens, plus efficaces et plus fiables. Cette définition très résumée, présente une conception particulière de l'impact de l'utilisation des outils technologiques et d'innovations sur le nouveau rôle de l'État (accessibilité, efficacité et fiabilité) ; accessibilité implique en premier lieu l'accès en ligne (via internet) des citoyens aux diverses informations telles que les décrets, les lois, les circulaires, les formulaires, les guides et procédures permettant aux PME ainsi qu'aux communautés rurales d'avoir accès à plus d'information. La transparence permet de garantir le bon fonctionnement du service public et la possibilité pour l'utilisateur de faire valoir ses droits. La fiabilité impose à rendre les opérations et la relation service public et usagers plus transparentes, en réduisant les occasions de corruption et de renforcer les processus démocratiques, sur le plan économique et social, la fiabilité des services publics est un facteur déterminant de l'attractivité des territoires.

Une deuxième définition présentée par Grant & Chau, la politique de digitalisation offre des canaux de dialogue et de collaboration entre les organisations publiques, privées et la société civile, ce qui peut créer des conditions d'équité et d'ouverture tout en élargissant l'accès afin que chacun puisse participer et bénéficier de l'économie (Grant & Chau, 2006).

Selon le groupe de recherche Berlin Social Science Center (BSSC, 2017) la politique de digitalisation est l'ensemble des stratégies, compétences et pratiques qui contribuent à la gouvernance et à la régulation de la digitalisation et de ses conséquences pour la société. En effet, les politiques des gouvernements conduites en termes de digitalisation soutiennent davantage le recours aux technologies et aux systèmes d'information pour réorganiser le secteur public, ce qui entraîne des secteurs économiques et sociaux développés (Hartmann, Bezerra & Pinheiro, 2019). Grâce à ces politiques gouvernementales, les services publics bénéficient d'une avancée significative dans leur transformation digitale, instaurée dans le cadre de divers projets gouvernementaux.

A ce stade, en faisant référence à toutes ces définitions, qui nous paraissent complémentaires, nous pouvons donc définir la politique de digitalisation par l'ensemble des interventions stratégiques des pouvoirs publics mises en œuvre dans le domaine du développement digital, notamment à travers de plateformes gouvernementales pour l'échange de données et d'informations informatisées, ce qui contribuera à faciliter, rapprocher et améliorer les services étatiques fournis aux prestataires et à garantir leur transparence, outre l'amélioration du rendement des administrations et la facilitation de l'échange de données et de la coordination.

B. Les leviers de la politique de digitalisation

Depuis quelques années, la transformation digitale est devenue une opportunité pour le développement des territoires, les dirigeants territoriaux tendent à la digitalisation de leurs organisations et mettent en place des services publics toujours plus innovants.

On assiste aujourd'hui à une évolution des technologies, associée à une nouvelle révolution industrielle touchant des sphères sociales, économiques, politiques et culturelles. Effectivement, les habitudes des consommateurs ont évolué, entraînant une transformation des entreprises tant au niveau de leur fonctionnement que de leur organisation. Cela se manifeste notamment par l'amélioration des chaînes de valeur, des processus de production, de la

gestion organisationnelle et des modèles économiques. Ces changements incitent les responsables territoriaux à réfléchir de manière globale et transversale à l'adoption de stratégies de digitalisation ambitieuses et efficaces.

Nous parlons aujourd'hui, d'une transformation digitale nécessaire des territoires. L'impulsion politique est ressentie comme le pointfort pour la mise en œuvre des feuilles de route desprojets digitaux. Selon ADGCF⁴ , la politique de digitalisation revêt de multiples leviers :

- **Définir une vision claire et forte des acteurs politiques**

Une vision claire, forte et partagée par les acteurs politiques est une règle d'or pour lever tous les obstacles. En effet, le succès d'un projet de digitalisation est relatif à la conviction de l'ensemble des parties prenantes (administrations publiques, collectivités territoriales, élus, etc.) et des citoyens volontaires. La participation des parties prenantes à la transformation digitale, nécessite la sensibilisation de ces acteurs de l'importance de ce chantier, afin de pallier les facteurs potentiels de réticence, notamment sur le plan opérationnel. La transformation digitale, un processus qui ne s'exécute pas très rapidement, car il requiert une progression tenant compte des enjeux locaux, expérimente cette transformation et génère des résultats susceptibles d'améliorer cette démarche.

- **Attirer les talents et assurer la montée en compétence des équipes**

La mise en place de politiques de digitalisation implique de profondes transformations culturelles et organisationnelles, ce qui nécessite une mobilisation des moyens humains ayant des talents spécifiques dans des métiers du numérique.

- **Développer la transversalité au sein des collectivités**

Développer la transversalité au sein des collectivités a pour objet de s'organiser pour sortir de la logique de fonctionnement en silos et disposer d'une approche plus collaborative et coopérative intégrant les principes d'opérationnalisation de l'économie numérique.

- **S'ouvrir et interagir avec un vaste écosystème hétérogène**

L'écosystème est caractérisé par sa dynamique et l'hétérogénéité des acteurs en présence (acteurs institutionnels, entreprises privées et usagers) et des domaines concernés. L'hétérogénéité des membres de l'écosystème fait

⁴ Association des Directeurs Généraux des Communautés de France. Créée en 1992, l'Association des Directeurs Généraux des Communautés de France (ADGCF) rassemble les DG de communautés de communes, de communautés d'agglomération, de communautés urbaines et de métropoles.

que la défaillance de l'un ne met pas en péril le système dans sa globalité. L'hétérogénéité peut être considérée comme une limite et un frein à la réussite d'un projet de digitalisation qui s'explique par le fait que l'accès numérique n'est pas généralisé pour l'ensemble des acteurs de l'écosystème, à savoir les citoyens ; il n'est pas encore une réalité ni une habitude pour tous les citoyens d'utiliser des outils digitaux. Il est nécessaire donc, avant la mise en place d'une politique de digitalisation, d'instaurer et de promouvoir une culture digitale.

- **Utiliser toutes les marges de manœuvre pour financer cette transformation**

Créer des services à disposition des citoyens afin d'améliorer leur quotidien et l'attractivité de leur territoire. Pour cela, il est certain d'effectuer des investissements pour moderniser les infrastructures existantes ou en déployer de nouvelles. Or, ces investissements ne peuvent être facturés aux consommateurs et aux usagers. Il convient donc de chercher d'autres sources de financement.

In fine, nous pouvons dire que la politique de digitalisation doit suivre une stratégie bien claire et visée et qui dépasse largement « la mise en place de l'outil informatique » dans les administrations territoriales.

La digitalisation peut apporter une expansion des opportunités à travers l'amélioration des pratiques managériales au sein des services publics. Cependant la digitalisation nécessite la volonté et l'intégration d'une culture digitale, afin de diffuser la réflexion innovante entre les collaborateurs. Cette approche rompt avec les anciennes pratiques de gestion relatives au management autoritaire, centralisé et hiérarchique, qui n'encourage pas l'innovation et la créativité au sein des administrations publiques.

2 - Investissements Directs Étrangers (IDE)

A. Définition IDE

La mondialisation a entraîné une augmentation significative du flux et du stock d'IDE (Hill & McKaig, 2015). Hill et McKaig (2015) ont défini les IDE comme " l'acquisition ou la construction du capital physique par une entreprise d'un pays (origine) dans un autre pays (accueil) ". Les IDE peuvent apporter plusieurs avantages aux économies des pays d'accueil (Büthe & Milner, 2008). Les IDE comblent également les lacunes technologiques et transfèrent le savoir-faire technique et la connaissance (Ibrahim H., 2012).

Par conséquent, les IDE facilitent la création d'emplois, augmentent le PIB, améliorent les infrastructures, favorisent la concurrence et augmentent la productivité dont bénéficient les entreprises domestiques (Edrak et al., 2014). Yucel (2014) et Yildirim et Tosuner (2014) ont confirmé des résultats similaires, affirmant que les IDE contribuent à la croissance des économies des pays en développement. Selon d'autres auteurs, Chen et al. (2010) ont souligné certaines conséquences négatives des IDE sur les économies des pays d'accueil, telles que la dépendance aux capitaux étrangers, l'instabilité des flux d'IDE, le fait de se concentrer uniquement sur l'industrie de basse technologie et les menaces pour les entreprises nationales. Ces gouvernements ont donc essayé de restreindre les IDE. D'où, certains gouvernements ont une vision radicale des IDE. Ils considèrent les IDE comme un outil pour les pays d'origine capitalistes-impérialistes. Grâce aux IDE, les EMN extraient des bénéfices des pays d'accueil et les ramènent dans leurs pays d'origine (Hill & McKaig, 2015).

En effet, il existe deux types d'IDE, et chaque type d'IDE a un impact différent sur l'économie du pays d'accueil, à savoir : « les Greenfield » et « les Brownfield ». Comme l'indiquent Chen et al. (2010), les IDE greenfield impliquent la création de nouvelles installations commerciales dans les pays d'accueil, tandis que les IDE brownfield impliquent la fusion ou l'acquisition d'entreprises existant dans les pays d'accueil. L'IDE « Greenfield » sur un terrain vierge permet d'accroître le stock de capital, la création de l'emploi et la production, tandis que l'IDE « Brownfield » contribue à améliorer la productivité (Chen et al., 2010). D'autres chercheurs classent les IDE dans une catégorie différente : les IDE horizontaux (recherche de marché) et les IDE verticaux (recherche d'efficacité). Une catégorisation plus complète des IDE comprend la recherche de ressources naturelles, la recherche de marché, la recherche d'efficacité et la recherche d'actifs stratégiques (Chen et al., 2010).

B. Les déterminants de l'attractivité des IDE

En reconnaissant les avantages des IDE, de nombreux gouvernements et décideurs des pays en développement tentent d'attirer davantage de flux d'IDE dans leur pays. Pour attirer davantage d'IDE, les gouvernements offrent des incitations telles que des allègements fiscaux et des prêts à faible taux d'intérêt aux entreprises multinationales (EMN).

Les variables macroéconomiques, tels que la croissance économique, la population active et le capital humain (Shapiro 2002), les taux de change, le

commerce international, l'inflation (Asiedu 2002), sont considérées comme les principaux facteurs affectant les entrées d'IDE. En outre, les facteurs politico-institutionnels sont également mentionnés comme un facteur indirect affectant les IDE (Aziz,2018). Schneider et Frey (1985), ont fourni un modèle politico-économique pour expliquer les flux d'IDE dans 80 pays en développement, et ils ont découvert que l'instabilité politique avait un impact considérable sur les entrées d'IDE. L'infrastructure de gouvernance, tel que l'environnement politique, institutionnel et juridique, est un facteur clé des flux d'IDE (Shapiro, 2002). Des indices institutionnels tels que la bureaucratie, la corruption, l'information, le secteur bancaire et les institutions juridiques, selon Bénassy-Quéré, Coupet et Mayer (2007), influencent les IDE dans 52 économies. Brada et al. (2018) ont constaté que le niveau de corruption dans un pays d'accueil, a un impact négatif sur les IDE. Dans un échantillon de 155 pays, Xu (2019) a constaté que la liberté économique dans les nations d'origine et d'accueil est positivement liée aux IDE bilatéraux.

3 - La digitalisation : quel impact sur la compétitivité territoriale et attractivité des IDE ?

Plusieurs travaux de recherche se sont intéressés à la problématique relative à la détermination des facteurs d'attractivité des investissements directs étrangers. La digitalisation s'impose aujourd'hui en tant que nouvelle exigence imposée par la globalisation, l'évolution industrielle et technologique. Devant ces nouvelles données, l'infrastructure digitale devient désormais un fait économique, sociétal et politique qui conditionne l'attractivité d'un territoire.

La littérature indique que la digitalisation exerce un impact significatif et positif sur le flux des IDE, et son rôle est devenu particulièrement important depuis le début de la pandémie de COVID-19 (LaouteC., 2021). La digitalisation permet aux entreprises de mener leurs activités par le biais d'Internet. Comme le révèlent Vasić et al. (2019), si la préférence psychologique des clients pour les achats dans les magasins traditionnels peut être modifiée et si les craintes liées aux achats en ligne peuvent être atténuées, de nombreux avantages peuvent être tirés pour attirer des IDE de plus en plus dans un territoire. Plutôt qu'une infrastructure traditionnelle, les infrastructures digitales issues du processus de transformation digitale dans le pays d'accueil jouent désormais un rôle essentiel pour attirer les investisseurs étrangers, notamment pendant la crise (Forum économique mondial,2021). Les améliorations de l'infrastructure digitale sont importantes pour attirer

d'avantage d'investissements étrangers dans les circonstances de COVID-19 (NaomiV.,2021). En outre, la digitalisation constitue un moteur permettant à l'industrie d'évoluer plus rapidement, car elle peut réduire rapidement les coûts intermédiaires de la main-d'œuvre et des produits et aider les entreprises transfrontalières à commercer plus facilement leur activité, leur offrant ainsi de nouvelles options d'investissement. Le système d'information numérique permet également aux entreprises d'IDE d'étendre leur portée à de nouveaux marchés (Forum économique mondial, 2021). Cependant, nous pensons également que la numérisation peut avoir des influences négatives sur les entrées d'IDE. Par exemple, Ivanova et al. (2019) et Radanliev, De Roure et Van Kleek (2020) indiquent que les entreprises peuvent rencontrer des difficultés dans la gestion de leurs serveurs, ce qui les expose à un risque de défaillance du système ou de perte de données. De plus, les technologies nouvellement développées peuvent potentiellement avoir des effets néfastes sur l'environnement, ainsi les IDE digitalisés peuvent devenir moins attractifs aux yeux des pays d'accueil. Par conséquent, nous prédisons que la digitalisation peut entraîner une hausse des entrées d'IDE si la transformation digitale du pays d'accueil atteint un certain niveau de maturité.

III. ÉTAT DES LIEUX DE LA POLITIQUE DE DIGITALISATION ET SON IMPACT SUR LE CLIMAT DES AFFAIRES AU MAROC

1 - Lecture des principales stratégies et programmes de transformations digitales au Maroc

L'avènement de la transformation digitale nécessite de nombreuses adaptations au sein de nos sociétés, notamment au niveau des politiques mises en œuvre, afin de tirer pleinement parti de ses avantages. Le Maroc conscient de ces défis et de l'importance stratégique de la digitalisation pour l'ensemble des pays émergents. Le royaume a mis en place plusieurs stratégies et programmes en vue d'accélérer sa transformation digitale tels que « Maroc Numeric 2013 », « Maroc Digital 2020 » et « Digital Maroc horizon 2025 ».

Il a mis en place des instances spécialisées en la matière dont l'Agence du Développement du Digital (ADD) et la Commission Nationale de Contrôle de la Protection des Données à Caractère Personnel (CNDP). Dans cette dynamique, plusieurs initiatives ont émergé, parmi lesquelles on peut mentionner, le portail « Idarati » dédié aux procédures administratives, le paiement des taxes et impôts en ligne (Vignette, IR, IS, TVA, etc.), le guichet

unique « PortNet », le suivi du RAMED, le portail « Chikaya » (réclamations), la plateforme « TELMIDTICE » (enseignement à distance), le Bureau d'Ordre Digital et autres initiatives s'inscrivant dans les services publics numériques. Toutes ces initiatives ont pour objet de promouvoir des services publics digitalisés, catalyseurs de la satisfaction des citoyens et facteurs d'attractivité à l'international, ainsi que la création d'un écosystème de services digitaux attractifs pour s'intégrer aux chaînes de valeurs mondiales.

2 - État des lieux

Certes, grâce aux différents chantiers de digitalisation lancés par le Maroc, en 2022, le Maroc est classé le cinquième à l'échelle africaine avec un score de 0.5915, en légère amélioration par rapport au classement de 2020 (0.5729), comme le montre la figure n°2, qui lui a valu la septième place au continent. Pour l'année en cours, le Maroc s'adjuge des scores de 0.4721 pour l'indice des services en ligne (OSI), 0.6350 pour l'indice de capital humain (HCI) reflétant des efforts incessants depuis 2018 (0.47) et 0.6676 pour l'indice des infrastructures de télécommunications (TII) – les trois sous-indices qui forment l'EDGI.

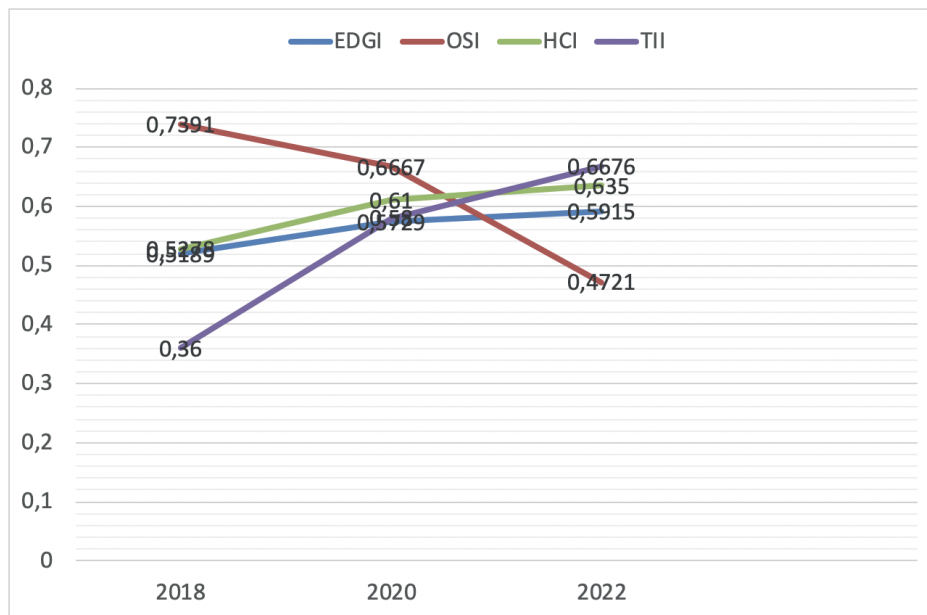


Figure 2 : Évolution du score du Maroc sur les indices: OSI, HCI, TII, EDGI.⁵

Malgré des progrès légers, l'indice EDGI du Maroc demeure inférieur à la moyenne mondiale de 0,6102. Seuls les 4 leaders régionaux des 54 pays africains (Afrique du Sud, Maurice, Seychelles et Tunisie) affichent des valeurs d'IDEG supérieures à la moyenne mondiale.

⁴ Données extraites des rapports d'enquêtes des Nations Unies sur l'e-gouvernement, <http://www.egov.-ma/fr/indicateurs-egov> [consulté le 29 décembre, 2022]

L'Afrique du Sud s'est imposée comme le leader régional en matière de développement de l'e-gouvernement, avec une valeur EGD de 0,7357 et une place dans la classe de notation la plus élevée (HV), suivi de l'île Maurice (0.7201), également classé HV ; puis des Seychelles (0.6793) et de la Tunisie (0.6530).

3 - Orientations générales des politiques digitales pour améliorer le score des indices digitaux à l'échelle internationale

Dans cette partie de notre article, nous consacrons à la description de la méthode que nous baptisons « SMART ». Pour réussir une politique de digitalisation, nous estimons que les pouvoirs publics doivent mener leurs actions autour de cinq piliers majeurs. De même, les décideurs politiques peuvent évaluer leurs politiques à travers la méthode SMART pour augmenter l'investissement étranger, le test "SMART" pourra identifier rapidement les faiblesses et facteurs pouvant limiter et freiner les IDE, notamment digitaux.

Chacune des lettres de SMART représente en anglais un élément clé du climat d'investissement que nous estimons "favorable au digitale" : Compétences « Skills », Marchés « Market », Accès « Access », Restrictions « Restriction » et Confiance « Trust ». Dans chacun de ces cinq éléments (piliers), certains indicateurs permettent de localiser le problème et certains outils peuvent aider à le résoudre.

- **Skills** : Les compétences digitales peuvent être la pierre angulaire la plus importante de l'attractivité d'IDE. Les enquêtes menées auprès des entreprises révèlent que les compétences numériques sont souvent le facteur le plus important qui freine les IDE à investir dans un pays (Stephenson, 2020). Les compétences numériques ne se mesurent pas uniquement par un diplôme ou une certification, mais en termes de compétences pratiques, elle désigne l'utilisation en toute confiance l'ensemble des technologies pour l'information et la communication.

Depuis 2017, l'indice de compétitivité mondiale du Forum économique mondial révèle que bien que la majorité des États membres progressent dans leur transformation numérique, l'adoption de technologies numériques clés par les entreprises, telles que l'intelligence artificielle (IA) et les mégadonnées, demeure limitée. En moyenne, les compétences numériques des entreprises ont diminué de 3,4 % parmi les économies avancées et augmenté d'un faible 1,8 % parmi les économies émergentes et en développement (Schwab & Sahidi, 2020).

Cependant, les compétences digitales constituent un domaine vital dans lequel les États doivent progresser davantage. A travers, des partenariats qui peuvent être mis en place avec des universités et des instituts pour fournir les compétences numériques correspondantes au marché de travail et celles-ci peuvent être soutenus par des incitations, des subventions ou des exigences très ciblées.

- **Market** : L'indice de compétitivité mondiale comporte un indicateur de l'adoption des nouvelles technologies, sur une échelle de 1 à 4, qui peut aider à déterminer si un marché fonctionne bien pour les IDE numériques (Schwab & Sahidi, 2020). En outre, l'indice Herfindahl-Hirschman (IHH) fournit une mesure de la concentration du marché en comparant la taille des entreprises à la taille du secteur, et peut être un point de départ pour déterminer la nécessité de renforcer la politique de concurrence.

Si une économie obtient un score faible, il existe un certain nombre d'outils qui peuvent aider à créer des marchés numériques qui fonctionnent bien. Les bases de données et les plates-formes peuvent fournir des informations sur les opportunités et mettre en relation les investisseurs et les projets. Les incubateurs et les programmes de mise en relation peuvent contribuer à développer la capacité des entreprises nationales à entrer en contact avec des investisseurs étrangers, ce qui peut être soutenu par des incitations comportementales (en particulier lorsqu'il peut y avoir des retombées, comme dans le cas des investissements dans les technologies de pointe) et la création de clusters. Les mécanismes de gestion des risques, tels que les garanties ou les fonds propres en cas de première perte, peuvent faciliter le fonctionnement du marché.

- **Access** : Les infrastructures et les services de communication rendent possible l'investissement dans de nouvelles activités numériques et dans l'adoption du numérique par les entreprises en place. Sans l'internet à haut débit et une large couverture des réseaux mobiles, les activités numériques ne peuvent s'épanouir car elles permettent d'accéder aux données, qui sont "l'élément vital des systèmes technologiques" (Stephenson et al., 2021). Depuis 2020, le gouvernement a développé plusieurs orientations politiques pour permettre de généraliser l'accès au haut débit à toute la population marocaine. Ce dernier adopte une vision selon laquelle l'économie numérique ne peut se développer sans une infrastructure numérique performante. Pour ce faire, il est plus favorable à autoriser l'entrée de nouveaux acteurs, et d'établir un environnement

juridique et réglementaire propice à l'investissement, et d'utiliser des partenariats public-privé (PPP) pour déployer des infrastructures à haut débit dans des zones moins rentables pour les investisseurs du secteur de télécommunication privé.

- **Restriction** : En outre, les IDE sont moins susceptibles d'affluer dans une économie si des restrictions à l'entrée sur le marché sont en place. La présence de restrictions lourdes atténuera l'intérêt des investisseurs et l'absence de restrictions lourdes l'augmentera, tout en maintenant un cadre stable, prévisible et efficace. Ces restrictions ne concernent pas seulement les IDE dans les secteurs favorables aux IDE digitaux, mais aussi le commerce des services numériques, étant donné que les IDE digitaux peuvent être motivés par la fourniture ou l'exportation de services numériques et digitaux.

Depuis 1982, l'OCDE propose deux indices qui peuvent être utilisés pour mesurer les restrictions réglementaires susceptibles d'entraver l'attractivité des IDE : l'indice de restriction réglementaire de l'IDE et l'indice de restriction du commerce des services numériques. Le premier comprend les restrictions sur les secteurs habilitants (électricité, électronique et autres instruments ; communications ; et services aux entreprises). Le second point comprend les restrictions qui limiteront les activités digitales.

Lorsqu'il existe des restrictions relativement importantes susceptibles d'entraver les investissements directs étrangers numériques, les décideurs peuvent envisager de les revoir et de les lever si nécessaire, bien qu'il soit important de considérer et d'équilibrer les compromis, tels que : préoccupations concernant la sécurité nationale et les communications. Dans d'autres, la levée de certaines réglementations pourrait stimuler la croissance numérique, par exemple en incitant les entreprises de se transformer et devenir des entreprises digitales tout en correspondant à l'évolution technologique et la demande du marché.

- **Trust** : La confiance doit être sous-jacente à tous ces éléments constitutifs, grâce à un cadre juridique efficace et adapté aux besoins. Une législation de base doit être existante pour que le commerce électronique fonctionne bien, notamment en matière de transactions électroniques, de protection des consommateurs, de protection des données et de la vie privée et de cyber sécurité, est une priorité pour instaurer la confiance. Des rapports sur l'IDE, les investisseurs ont indiqué que les "réglementations en matière de sécurité des données" et les "réglementations en matière de confidentialité des données" étaient le premier et troisième éléments les plus importants à prendre en

compte lorsqu'ils investissent à l'étranger(Stephenson, 2020). Cependant, au-delà de l'adoption d'une législation, ce qui compte, c'est la manière dont elle est appliquée et respectée dans la pratique.

IV. CONCLUSION

À l'ère de l'industrie 4.0, la transformation digitale joue un rôle essentiel dans tous les aspects de l'économie ainsi que dans la société. En raison de la propagation rapide de la crise sanitaire COVID-19, le rôle de la digitalisation est plus clairement affirmé comme un moyen d'aider les pays à surmonter les difficultés. Notre étude théorique est le premier effort pour montrer un lien entre la digitalisation et l'attractivité d'IDE. Notre analyse suggère également l'importance des services publics digitalisés à long terme.

Selon la littérature, le processus de transformation digitale a un impact positif à long terme, comme il peut également avoir des effets négatifs à court terme, ce qui implique que les gouvernements doivent constamment concentrer leurs ressources sur le processus de digitalisation pour atteindre un certain seuil de développement. Parmi toutes les dimensions de la digitalisation, les affaires numériques, y compris l'utilisation du partage électronique de l'information, les médias sociaux, le big data et l'i-cloud, sont les éléments clés pour attirer les flux d'IDE. Les gouvernements devraient mettre en place un ensemble complet d'aides, notamment juridiques, financières et techniques, pour promouvoir le processus de transformation numérique dans les entreprises. En outre, pendant l'épidémie de COVID-19, le commerce électronique a été essentiel pour attirer les IDE. Le commerce électronique implique l'adaptation de la vente en ligne, le chiffre d'affaires du commerce électronique, et la vente en ligne au-delà des frontières. Nous recommandons également aux gouvernements de promouvoir la digitalisation à travers cinq piliers SMART que nous estimons utiles pour voir où se trouvent les facteurs limitant l'attractivité des IDE, tout en se référant à des indicateurs qui peuvent mettre en évidence les problèmes et des outils qui peuvent guider leur résolution.

In fine, cette recherche nous a permis de mettre le point sur l'importance des politiques de digitalisation et son impact sur la compétitivité territoriale ainsi que sur l'attractivité des IDE sur le plan théorique. Par ailleurs, notre recherche ne s'arrêtera pas sur ce point. Nous visons dans un futur travail à effectuer une analyse plus détaillée, qui pourra présenter et comparer plus en détail les politiques respectives de certains pays. Une plus grande

attention pourrait être accordée aux mesures ciblées destinées à certains investisseurs.

V. BIBLIOGRAPHIE

- Asiedu, Elizabeth. (2002). "On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?" *World Development* 30 ①: 107–119.
- Aziz, Omar Ghazy. (2018). "Institutional Quality and FDI Inflows in Arab Economies." *Finance Research Letters* 25 : 111–123.
- Benyacoub, B. (2021). « Climat des affaires et attractivité des IDE dans les pays maghrébins, analyse critique et perspectives d'amélioration », *Revue Internationale des Sciences de Gestion* « Numéro 7 / Volume 3 : Numéro 2 » pp : 487- 505.
- Brada, J. C., Z. Drabek, J. A. Mendez, And M. F. Perez. (2019). "National Levels of Corruption and Foreign Direct Investment." *Journal of Comparative Economics*: 31–49
- Büthe, T., & Milner, H. V. (2008). "The Politics of Foreign Direct Investment into Developing Countries: Increasing FDI through International Trade Agreements?" *American Journal of Political Science*, 52, 741-762.
- Chen, C.-M., Melachroinos, K., & Chang, K.-T. (2010). FDI and Local Economic Development: The Case of Taiwanese Investment in Kunshan. *European Planning Studies*, 18, 213-238.
- Daniel Shapiro. (2002). "Global Foreign Direct Investment Flows: The Role of Governance Infrastructure." *World Development* 30 (11): 1899–1919.
- Dempsey, J.X. (2003). What E-Government Means for Those of Us Who Cannot Type, *Local Government Brief*, Winter 2003, p. 22.
- Dingel, Jonathan I., And Brent Neiman. (2020). "How Many Jobs Can Be Done at Home?" *Journal of Public Economics* 189.
- Edrak, B. B., (2014). Critical Success Factors Affecting Malaysia's SMEs through Inward FDI: Case of Service Sector. *Asian Social Science*, 10, 131-138.

- Fasly H. & Wakachs. 2021 « Impact de la crise du Coronavirus sur l'économie informelle et sur les dépenses de consommation des ménages au Maroc » *Revue Internationale du chercheur* « Volume 2 : Numéro 1 » p : 137-159.

- Hill, C., & Mckaig, T. (2015). Literature Review on the Impacts of Foreign Direct Investment in the Emerging Economy: The Case of Vietnam. *Open Journal of Business and Management*, Vol.9 No.2, March 31, 2021.

- Ibrahim, H. (2012). Spillover Effects of FDI within Manufacturing Sector: *Social and Behavioral Sciences*, 58, 1204-1211.

- Ivanova, et al. (2019). "Digitalization of Organizations: Current Issues, Managerial Challenges, and Socio-Economic Risks." *Journal of Physics: Conference Series* 1399: 033038.

- Laoute C. & Al. (2021) « L'attractivité des Investissement Directs Etrangers à l'heure de la crise sanitaire du COVID19 : Étude comparative pour le cas du Maroc », *Revue Internationale du chercheur* « Volume 2 : Numéro 1 » pp :206 – 225.

- Le, P. (2021) Literature Review on the Impacts of Foreign Direct Investment in the Emerging Economy: The Case of Vietnam. *Open Journal of Business and Management*, 9.

- M. Coupet, And T. Mayer. (2007). "Institutional Determinants of Foreign Direct Investment." *The World Economy* : 764–782.
- Moujahid M. & Khariss M. (2021). « Principaux déterminants des investissements directs étrangers au Maroc : étude économétrique par le modèle VAR. », *Revue Française d'Économie et de Gestion* « Volume 2 : Numéro 4 » pp :155–177.

- Naome V. 2021. "The Rise of Digital Infrastructure as an FDI Driver." *Investment Monitor*. Accessed August 8, 2021. <https://investmentmonitor.ai/business-activities/infrastructure/fdi-drivers-infrastructure-and-the-rise-of-digital>.

- Radanliev, Petar, David C. De Roure, And Max Van Kleek. (2020). Digitalization of COVID-19 Pandemic Management and Cyber Risk from Connected Systems. SSRN Scholarly Paper. ID 3604825. Rochester, NY: Social Science

Research Network.

- Schneider, Friedrich, And Bruno S. Frey. (1985). "Economic and Political Determinants of Foreign Direct Investment." *World Development* 13 @: 161–175.
- Vasic, et al.(2019). "The Influence of Online Shopping Determinants on Customer Satisfaction in the Serbian Market." *Journal of Theoretical and Applied Electronic Commerce Research* 14 @: 70–89.
- Viola Caon.(2021). "The Rise of Digital Infrastructure an FDI Driver." *Investment Monitor*. Accessed August 8, 2021. <https://investmentmonitor.ai/business-activities/infrastructure/fdi-drivers-infrastructure-and-the-rise-of-digital>.
- World Economic Forum. (2021). *The Davos Agenda 2021*. Accessed March 28, 2022. <https://www.weforum.org/focus/the-davos-agenda-2021/>.
- Xu, Tao. (2019). "Economic Freedom and Bilateral Direct Investment." *EconomicModelling*: 172–179.